

"L'Europe n'est pas l'affaire des financiers" dans Combat (18 octobre 1950)

Légende: Le 18 octobre 1950, le quotidien français Combat expose les causes de l'échec de l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.) à promouvoir une véritable unification de l'Europe.

Source: Combat. De la Résistance à la Révolution. dir. de publ. Smadja, Henry. 18.10.1950, n° 1956; 9e année. Paris: Combat.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_n_est_pas_l_affaire_des_financiers"_dans_combat_18_octobre_1950-fr-a5b137b7-f536-4298-963e-6070fa3a88c2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

L'Europe n'est pas l'affaire des financiers

Enquête de Robert MALVAL (II)

La constitution, il y a deux ans, de l'Organisation européenne de Coopération économique (O.E.C.E.) a suscité un grand intérêt, et beaucoup d'espoirs qui ont été vite déçus. Tout d'abord conçue à des fins techniques (elle devait élaborer un programme commun d'investissements pour les dix-huit pays membres et le soumettre à l'administration du Plan Marshall afin de déterminer la répartition des crédits de l'aide américaine), l'O.E.C.E. se trouvait en effet en mesure de connaître à fond le fonctionnement des diverses économies de l'Europe.

Il est incontestable que dans le domaine des études statistiques, l'O.E.C.E. a ainsi fait avancer de manière considérable la connaissance de la situation économique en Europe. Elle mérite rien que pour cela une particulière estime, d'autant que du même coup elle a obligé nombre d'hommes politiques européens – qui en ignoraient volontairement l'importance – à prendre conscience des problèmes économiques intérieurs et extérieurs.

Dans la mesure, toutefois, où l'O.E.C.E. a voulu dépasser sa mission de pure comptabilité, elle a enregistré un insuccès éclatant dont il n'est pas inutile de rechercher les causes pour en tirer un enseignement à l'usage des constructeurs à venir de l'économie européenne.

Les pays participant à l'aide américaine se sont préoccupés très tôt de ce qui pourra arriver quand cette aide aura pris fin, en 1952. Et l'on a vite reconnu que, sous la forme d'économies divisées et concurrentes, l'Europe n'avait aucune chance de terminer dans ce délai la reconstruction de ses industries dévastées, ni d'accroître ses productions, dans les proportions convenables. Il fallait nécessairement envisager de diminuer le cloisonnement étroit des économies européennes, si l'on voulait enfin ouvrir le large marché indispensable à l'essor des industries. C'est à quoi voulaient tendre la libération progressive des échanges, l'organisation des paiements, la constitution d'unions douanières.

On aperçoit que l'unité de doctrine ne manque pas à ces projets qui ressortissent tous, plus ou moins, à la technique financière et aux théories libérales, ce qui explique en grande partie l'extrême réserve des Britanniques engagées dans une expérience dirigiste de quelque ampleur. Il faut souligner que dans le moment où l'on s'emploie à supprimer le système des contingentements en Europe, le régime douanier ne s'est pas assoupli dans les mêmes proportions, ce qui restreint singulièrement la portée de ces mesures.

La plus grave critique qu'on puisse opposer à la politique de l'O.E.C.E., c'est qu'elle s'applique au sommet de la pyramide économique. En voyant les problèmes sous l'angle très particulier des relations financières et monétaires, elle néglige trop la matière même de l'économie qui consiste, qu'on le veuille ou non, à produire afin de satisfaire aux besoins des populations. On ne peut obtenir, de cette manière, qu'une construction abstraite, incapable de promouvoir une véritable unification de l'Europe.

L'échec patent de l'Union Bénélux et de l'Union douanière franco-italienne en sont la preuve.